

Consultation publique du 8 avril 2024 relative à l'évolution du prix repère de vente du gaz naturel (PRVG) et de la référence de coût d'approvisionnement CRE

Date de la contribution : 26/04/2024

Questions relatives à la pérennité de la publication de prix repères

Question 1 : Considérez-vous pertinent que la CRE continue de publier un prix repère ?

Défavorable

Commentaire :

Ekwateur estime qu'une telle référence de prix pose plusieurs problèmes structurels. En effet, une référence de prix sera toujours une approximation moyenne et imparfaite des coûts d'un fournisseur, ce qui pourra générer des tensions et des difficultés entre fournisseurs et consommateurs, en particulier pour les clients dont la situation spécifique s'éloignera de la moyenne. Au-delà, Ekwateur souhaite rappeler que de telles références brident l'innovation des offres en contraignant un grand nombre de fournisseurs à s'y indexer pour se positionner sur le marché.

Nous comprenons que l'objectif de la CRE n'est pas de publier un nouveau prix régulé, qui serait contraire à la loi Énergie climat, mais plutôt de donner une boussole au consommateur pour situer son offre de fourniture parmi celles qui existent. A ce titre, Ekwateur considère que des outils existent déjà pour aiguiller le consommateur et devraient être améliorés pour remplir pleinement leur rôle. A ce titre, nous félicitons et soutenons les travaux menés par la CRE concernant la présentation des offres. Aussi, nous nous associons pleinement aux travaux visant à compléter le comparateur du MNE, de façon à aider les consommateurs à comparer leurs offres de façon éclairée et transparente. Là sont les vrais outils pour une meilleure compréhension du marché et des tarifs – moins que dans une référence de prix qui introduit approximation et confusion.

Dès lors, si la CRE poursuit malgré tout sa volonté de pérenniser une référence de prix prévue pour influencer le marché, alors elle devra être contestable, économiquement cohérente et représentative du marché de la fourniture. Maintenir une référence artificiellement basse n'aurait aucun sens et ne permettrait pas de protéger le consommateur. La seule conséquence serait de créer de l'incompréhension et de la défiance envers les fournisseurs.

Pour cela, nous considérons que, si les références devaient être pérennisées, seule la référence de coût d'approvisionnement devrait être conservée (la CRE a par ailleurs remarqué qu'elle concernait la majorité des consommateurs indexés).

Enfin, Ekwateur estime qu'il est prématuré d'introduire des évolutions de méthodologie des références de prix. Compte tenu du faible retour d'expérience, et a fortiori du délai très serré de consultation, nous nous opposons à toutes évolutions de la méthodologie. A ce sujet, Ekwateur ne comprend pas l'empressement d'introduire de telles évolutions alors que les récentes hausses supportées par les tarifs du gaz sont essentiellement dues à des facteurs fiscaux et réglementaires (hausse de l'ATRD, de l'accise sur le gaz, et demain des CPB).

Question 2 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un PRVG « offres fixes », publié en complément du PRVG « variable » actuellement calculé par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Comme exprimé à la question précédente, Ekwateur est défavorable à la publication de références de prix.

S'il peut être utile de publier des index pour aider les consommateurs à se repérer sur le marché du gaz, nous constatons qu'ils induisent une confusion pour le consommateur. De plus, nous craignons une politisation permanente des tarifs qui distord la réalité du marché en tentant d'influencer les prix à la baisse, sans prendre en compte la réalité des coûts supportés.

Ekwateur

Rappelons à ce titre que les fournisseurs n'ont jamais eu besoin de références de prix pour développer de nouvelles offres. Preuve en est, alors que les TRVG existaient encore, du développement des offres à prix fixe sur le marché du gaz. A contrario, Ekwateur alerte la CRE sur les effets potentielles contre-productifs d'une telle référence de prix qui, si elle s'éloigne de la réalité du marché, risquerait de tuer le développement des offres à prix fixe.

Si toutefois une référence pour les offres à prix fixes devait être publiée, il conviendra de conditionner la publication d'un PRVG "offres fixes" aux exigences suivantes :

- une référence de prix pour une offre à prix fixe sur 1 an, au-delà la CRE devra publier autant de références que de maturités considérées ;
- une mise à jour des niveaux de risques et de coûts associés ;
- une mise à jour mensuelle pour tenir compte de l'évolution des coûts et des risques supportés par les fournisseurs à chaque campagne de commercialisation.

Question 3 : Dans le cas d'une publication d'un PRVG « à prix fixe 12 mois », quelles composantes devraient selon vous différer des composantes du PRVG, et pourquoi ?

Ekwateur est opposée à la publication d'une quelconque référence de prix, et donc d'un PRVG à prix fixe 12 mois.

Si toutefois la CRE considère nécessaire une telle publication, il conviendra d'organiser un vrai moment de concertation pour en définir les modalités. En effet, les modalités de couverture et de construction d'une offre à prix fixe observent de vraies spécificités et contraintes qui la distinguent d'une offre à prix variable. En particulier, les modalités de couverture et de prise en compte du risque sont très différentes.

Le délai prévu par cette consultation est largement insuffisant pour mener de telles réflexions et conduire à une contribution de qualité.

Pour autant, à ce stade, nous identifions déjà 3 composantes qui différencieraient significativement :

- La brique de risque qui diffère selon la maturité de l'offre (variable ou fixe). A ce sujet, nous recommandons d'exprimer la brique de risque en valeur relative (% du prix) plutôt qu'en valeur absolue ;
- La brique CPB à calculer sur 1 an après 2026 ;
- La brique CEE, particulièrement en chevauchement de période (entre P5 et P6 par exemple).

Question 4 : Selon vous, quelles mesures complémentaires permettraient d'améliorer la compréhension des consommateurs face à la publication concomitante de 2 indices de prix ?

Ekwateur alerte la CRE sur la confusion générée par la publication de deux indices de prix. De telles références ne servent finalement qu'aux fournisseurs qui s'y indexent, sans toutefois n'apporter aucune clé de compréhension aux consommateurs finals.

Comme exprimé plus haut, seule l'amélioration du comparateur du MNE et la présentation des offres des fournisseurs permettra aux consommateurs de choisir son offre de façon éclairée.

Questions relatives à la composante de coût d'approvisionnement PRVG et sa formule d'indexation

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'intégration de produits de plus longue maturité dans l'approvisionnement du PRVG : augmentation de la part de produits trimestriels, introduction de produits « saison », voire « calendaires ») ?

Défavorable

Commentaire :

Ekwateur est défavorable à l'intégration de produits de longues maturités dans l'approvisionnement du PRVG.

En effet, pourquoi le PRVG devrait être stable ?

Il convient de ne pas confondre les objectifs : le PRVG est une référence de prix qui permet, à un instant T, de situer les différentes offres de fourniture accessibles sur le marché. Dès lors, l'intégration de produits longs ne pourrait s'entendre que dans le cas de la création d'un PRVG (offres fixes) sur 1 an. Néanmoins, une augmentation de la durée de lissage ne permettra pas au PRVG de donner une vision cohérente du marché aux consommateurs et risque de conduire la référence de prix du gaz dans les travers du TRVE. Nous le rappelons, il est primordial que le PRVG soit être cohérent avec la réalité du marché de la fourniture

Ekwateur souhaite ainsi rappeler que si le PRVG est une boussole pour le consommateur alors il doit représenter des coûts, et être contestable et répliquable. Comme le précise la CRE, de telles modifications viendraient limiter la vitesse de transmission des prix aux consommateurs, notamment dans les périodes de baisse des prix de gros, et s'éloignerait des pratiques actuelles de marché pour la fourniture de gaz. Rappelons à ce titre qu'une augmentation de la durée de lissage pourrait conduire à un surcoût pour le consommateur.

Question 6 : Si oui, quels produits vous paraît-il raisonnable d'introduire et dans quelles proportions ?

Ekwateur appelle à un maintien de la formule actuelle, soit 80% trimestriel et 20% mensuel en M-2 pour le PRVG "variable".

La seule évolution qui nous paraisse raisonnable est d'introduire des produits (1 mois ; 12 mois) en cohérence avec les produits liquides et accessibles un trimestre à 2 mois avant la livraison. Ainsi, il n'est pas raisonnable d'introduire des produits de saison, ou du calendrier. Dès lors, si un PRVG «fixe 12 mois» venait à être publié, nous recommandons une couverture à 100% au M-2 de la livraison (cela conduit à modéliser la livraison au M-2 de la livraison, pour toute la durée de la livraison) sur la base des produits liquides sur 1 an. Par exemple, à ce jour, cela conduirait à couvrir au mensuel jusque M+3 et trimestriel au-delà.

Question 7 : Êtes-vous favorable à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les références CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Comme explicité dans notre réponse à la question n°5, Ekwateur est défavorable à un allongement de la durée de lissage. En effet, une telle évolution pose de sérieux problèmes en termes de répliquabilité de la référence notamment en raison :

- Des difficultés de prévisions des variations de portefeuille ;
- De l'absence de liquidité des produits visés ;
- Des problématiques d'accès marché pour les plus petits acteurs.

A ce titre, ce sujet est l'occasion de souligner que conserver des produits à courtes échéances dans la définition du PRVG permet à la CRE de le faire évoluer rapidement et d'être réactif. Au contraire, l'introduction de produits de long terme freinera d'autant la mise en œuvre d'évolutions.

Question 8 : Estimez-vous que ces évolutions ne devraient concerner que l'une des deux références CRE ? Si oui, laquelle et pourquoi ? Le cas échéant, quel calendrier vous semble devoir être respecté pour de telles évolutions ?

Ekwateur rappelle sa position défavorable aux évolutions proposées. Ces dernières sont prématurées, ne profitant pas d'un retour d'expérience suffisant. Il est primordial de conduire une consultation de qualité qui laisse le temps aux acteurs de partager une position à la hauteur des enjeux. Il est également essentiel d'attendre la finalisation de l'étude sur les coûts commerciaux des fournisseurs de façon à mettre à jour les données disponibles.

Aussi, de nouveau, Ekwateur le rappelle, nous sommes défavorables à l'introduction de produits de longs termes. Toutefois, s'ils devaient être introduits, il est primordial de le faire progressivement pour assurer la répliquabilité de la référence pour les fournisseurs.

Questions relatives aux composantes de coûts hors approvisionnement du PRVG

Question 9 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur l'évolution des coûts commerciaux hors « CEE » ? Identifiez-vous des composantes qui auraient évolué de façon importante et inédite depuis sa dernière étude ?

Depuis 2021, il est important de souligner que la fin des TRVG a structurellement changé le marché. Il est donc primordial d'actualiser les coûts commerciaux – une révision du taux d'inflation ne suffisant pas. De nouveau, Ekwateur souligne le caractère prématuré de cette consultation et recommande d'attendre la mise à jour de l'étude des coûts commerciaux des fournisseurs avant de proposer une évolution des références de prix du gaz.

A date, et au-delà de l'impact de la fin des TRVG, nous identifions plusieurs évolutions structurantes :

- Les coûts d'accès au marché : A ce jour, les coûts d'accès au marché sont largement sous-estimés par les références de prix. En effet, les coûts ne se mesurent pas en centimes d'€ par MWh, mais plutôt en dizaine d'€/MWh - en particulier pour les plus petits acteurs qui doivent parfois passer par des tiers ;
- La prise en compte du coût des CPB à partir de 2026 ;
- La prise en compte de l'augmentation générale du coût des garanties bancaires : augmentation du coût du capital associé à une demande de plus en plus importante des parties prenantes d'augmenter les garanties bancaires (ex : négociation en cours du contrat CDG-F où GRDF exige 4 mois de GB au lieu d'1 mois) ;
- Augmentation des coûts d'acquisition ;
- Augmentation des coûts de gestion.

Question 10 : La méthodologie retenue par la CRE vous semble-t-elle adaptée pour mettre à jour la composante de rémunération « risques » ? Des éléments particuliers survenus depuis mai 2023 seraient-ils de nature à remettre en question cette méthode ?

Ekwateur considère qu'exprimer la composante de rémunération "hors risque" en % n'est pas pertinent car elle rend la marge du fournisseur fonction de la volatilité des prix sur le marché. Elle conduit dès lors à des situations de sur-rémunération et de sous-rémunération.

Ainsi, Ekwateur propose de passer à une rémunération fixe, en €/MWh.

Enfin, et compte tenu des évolutions progressives du marché du gaz, se pose la question de passer à une part de rémunération fixe (en €/client).

Question 11 : Avez-vous des remarques sur la proposition de la CRE d'intégrer l'année 2023 dans l'historique permettant de dimensionner la composante du risque du PRVG ?

Nous y sommes favorables à la condition que soit supprimé l'année 2018 du calcul de l'historique de la composante du risque du PRVG. Aussi, nous appelons à davantage de transparence dans la méthodologie de calcul de la brique de risque, aujourd'hui transmise en valeur absolue. En effet, il nous semble plus pertinent de considérer la brique de risque en % des prix de marché en fonction des profils. Par exemple, un profil P012 thermosensible n'induit pas les mêmes risques de profil P011 qui ne l'est pas.

Au-delà, Ekwateur attire l'attention de la CRE sur la nécessité de prendre en compte les baisses de consommation spécifiques à l'année 2023. En effet, l'année 2023 fait apparaître des risques volumes spécifiques (la baisse de consommation couplée à une baisse de prix a conduit à d'importantes pertes de couverture).

De plus, nous souhaitons alerter la CRE sur la sous-estimation de la brique de risque : 1,7€/MWh ne permet absolument

Ekwateur

pas de couvrir le risque effectivement supporté par les fournisseurs et nous apparaît dès lors largement sous-dimensionné.

Aussi, concernant le risque volume, nous recommandons de séparer plus clairement deux composantes :

- Le coefficient de bouclage K des GRD d'une part ;
- La variation de consommation (telles que celle constatée en 2023 par exemple).

Enfin, il convient d'introduire deux composantes supplémentaires à la brique de risque :

- Le risque de forme infra-mensuelle (particulièrement prégnant sur les mois de demi-saison) ;
- Le coût du spread bid-ask.

Question 12 : À terme, partagez-vous l'intérêt d'un calcul probabiliste similaire à celui effectué dans le cadre des TRVE ?

Favorable

Commentaire :

De nouveau, Ekwateur alerte sur le caractère prématuré de cette concertation et sur le besoin d'une vraie concertation dans des délais moins contraints qui permettra aux acteurs d'exprimer des propositions et une position éclairée. En particulier, la problématique mark-up de risques est un sujet particulièrement complexe qui demande du recul.

A terme, Ekwateur est favorable à l'introduction d'un calcul probabiliste à la condition qu'il permette de mieux prendre en compte les différentes composantes de risques explicitées plus haut et reflète mieux la réalité des coûts supportés par les fournisseurs. Notamment, il sera indispensable de considérer un quantile de risque d'au moins 90%.

Questions relatives à la mise à jour de la structure du PRVG

Question 13 : Faut-il mettre à jour annuellement les hypothèses de consommations sous-jacentes à la construction du PRVG ? Le cas échéant, à quelle fréquence ?

Ekwateur y est favorable. Il est en effet pertinent de mettre à jour à échéance régulière les hypothèses de consommation pour refléter la réalité - d'autant plus si ces changements sont pérennes et structurels.

Question 14 : La répartition entre coûts fixes et coûts variables des coûts commerciaux devrait-elle être revue ? La méthode proposée par la CRE vous semble-t-elle pertinente ?

Ekwateur est défavorable à une telle révision et souhaite rester sur la forme actuelle de répartition des coûts : les coûts commerciaux sont des coûts fixes. A ce titre, nous souhaitons corriger la CRE qui suppose que les fournisseurs " sont en tendance plus sollicités par les consommateurs de plus grande consommation " : ce n'est pas ce que nous observons en pratique sur notre parc client.

Question 15 : Quels éléments pourraient justifier une différence de niveau des coûts commerciaux entre deux consommateurs de part et d'autre du « seuil technique » de « consommation annuelle de référence » (CAR) de 4 MWh ?

Question 16 : La proposition de la CRE d'inclure les coûts de transport et de stockage dans la part « variable » dans le cadre de la construction d'une « grille tarifaire » PRVG vous semble-t-elle pertinente ?

Non

Commentaire :

Ekwateur est défavorable au maintien des coûts de transport et de stockage dans la part variable. Les coûts de transport et stockage sont des coûts fixes pour les fournisseurs : comme le précise la CRE, ils ne dépendent pas de la

Ekwateur

consommation mais de la pointe et du NTR. De plus, l'introduction des coûts de transport et de stockage dans la part fixe permettrait aux fournisseurs de récupérer de façon stable et certaine le coût de la part acheminement dû par le consommateur au gestionnaire de réseau.

Les écarts observés par la CRE ne sont que le résultat de la logique de simplification voulue par la mise en place d'une grille tarifaire. Rappelons par ailleurs que les fournisseurs ne peuvent optimiser ces coûts puisqu'ils sont répercutés à l'euro l'euro, et due aux GRT.

Question 17 : Considérez-vous, au contraire, qu'une portion de ces coûts doit être incluse dans la part « abonnement » ? Si oui, quelle part et pourquoi ?

Oui

Commentaire :

Ekwateur considère que la totalité de ces coûts doit être incluse dans la part abonnement.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de construire une « grille tarifaire » reflétant l'empilement des coûts ?

Défavorable

Commentaire :

Ekwateur recommande de ne procéder à aucune évolution, qui plus est dans des délais aussi courts et sans réelle consultation.

L'effet de seuil observé par la CRE est la conséquence de la logique de simplification imposée par une grille tarifaire alors qu'il existe autant de clients que de catégories. Ainsi, Ekwateur alerte la CRE concernant la tentation de vouloir artificiellement limiter l'effet de seuil entre les profils. Une telle distorsion aura nécessairement des conséquences sur la structure des coûts.

Question 19 : Y a-t-il d'autres composantes de coûts au sein du PRVG dont la structure vous paraîtrait mal reflétée par le PRVG ?

De nouveau, Ekwateur alerte sur deux points :

- la déformation de la structure due aux éventuelles corrections des effets de seuil ;
- au sein de la structure : les coûts de transport et stockage sont des coût fixes et ne doivent pas être pris en compte comme des coûts variables.

Question 20 : La notion « d'effet de seuil » entre-t-elle en jeu dans la construction des offres de marché ? Le cas échéant, quel barème appliquer aux consommateurs dont la CAR se situe proche du seuil économique de vos grilles tarifaires ?

Ne se prononce pas

Commentaire :

Ekwateur utilise déjà la CAR au sein de ses grilles tarifaires, cela limite l'effet de seuil.

Question 21 : Quelle grille de PRVG proposée par la CRE vous semble la plus adaptée, et pourquoi ?

Grille 5.2

Commentaire :

Ekwateur est favorable à la grille qui permet de refléter au mieux la contestabilité et la couverture des coûts et

Ekwateur

Ekwateur est favorable à la grille qui permet de retenir au mieux la contestabilité et la couverture des coûts et recommande donc la 5.2.

En effet, la grille tarifaire présentée en 5.3 est trop théorique, défavorable pour les petits consommateurs, et la définition du seuil de 30€/MWh ne nous semble reposer sur aucun calcul fondé.

Questions relatives au calendrier envisagé et au format de publication

Question 22 : Ce calendrier vous paraît-il raisonnable ?

Non

Commentaire :

Ekwateur estime qu'il est prématuré d'introduire des évolutions des méthodologies des références de prix. Compte tenu du temps extrêmement court du retour d'expérience, et a fortiori du délai très serré de cette consultation express, nous nous opposons à toutes évolutions de la méthodologie. Ekwateur ne comprend pas l'empressement à introduire de telles évolutions alors que les récentes hausses supportées par les tarifs du gaz sont essentiellement dues à des facteurs fiscaux et réglementaires (hausse de l'ATRD, de l'accise sur le gaz, et demain des CPB).

Ainsi, nous recommandons à la CRE d'attendre notamment la mise à jour de l'étude sur les coûts commerciaux des fournisseurs avant de procéder à toutes révisions des références de prix.

Question 23 : Considérez-vous utile de maintenir la publication d'une fourchette de PRVG ? Partagez-vous l'intérêt de clarifier la dénomination des bornes de la fourchette ? Le cas échéant, quelle dénomination vous semblerait pertinente ?

Ekwateur est favorable à une clarification de la dénomination des bornes de la fourchette de PRVG de façon à mieux refléter la réalité des offres présentes sur le marché, et constituer une référence lisible pour le consommateur. Il est ainsi primordial que la CRE précise que c'est bien la disparité géographique qui explique la fourchette haute et basse.

De façon à clarifier la différence de coûts de fourniture en fonction de la zone géographique, il pourrait être pertinent de permettre aux consommateurs de renseigner leur code postal pour obtenir la référence de prix applicable sur leur zone géographique (plutôt qu'une fourchette approximative). Un tel outil serait aisément mis en œuvre puisqu'il suffit de construire une table de correspondance avec la NTR (niveau de tarification régionale) qui dépend du code INSEE.

Enfin, cet outil aiderait à la répliquabilité de la référence de prix par les fournisseurs.